

Bienne

L'ordre international est en train de disparaître à en croire le débat initié par la Fondation Gobat

La Fondation Gobat pour la paix a réuni Micheline Calmy-Rey, Manfred Bühler et Nicolas Walder mardi soir pour débattre de la politique de sécurité de la Suisse.

Organisée bien avant l'attaque d'Israël samedi par le Hamas, la Table-ronde-débat s'est, sous la houlette de l'ancien journaliste parlementaire Yves Petignat, d'abord muée en réactions de consternation et les trois orateurs du jour se sont succédé au micro pour exprimer leur sidération et leur compassion envers la population civile qui subit de plein fouet de telles attaques.

Comme l'a relevé d'entrée de jeu la présidente de la Fondation Gobat pour la paix, Micheline Calmy-Rey, « ce sont surtout les civils qui ont souffert et qui souffriront. On ne peut que s'indigner devant l'horreur de ce qui s'est passé. Les guerres me font mal, elles me touchent profondément. Alors, oui, il faut prendre des sanctions, mais ne pas les prendre n'importe comment ». Ainsi, elle s'est en outre permise de rappeler que le Hamas est un mouvement palestinien qui est constitué d'une branche armée et d'une branche politique, qui dirige la bande de Gaza. « Le mettre sur la liste terroriste ne résoudra pas le conflit. Ce n'est pas en faisant disparaître la résistance qu'on l'apaise, au contraire ».

Deux Etats : une utopie

Micheline Calmy-Rey, qui fut conseillère fédérale et cheffe du Département fédéral des affaires étrangères, est d'ailleurs revenue lors de ce débat à plusieurs reprises sur la solution à deux Etats pour résoudre le conflit israélo-palestinien, qu'elle considère aujourd'hui comme une utopie. « Il ne faut jamais désespérer, mais le temps d'une négociation de paix n'est clairement pas venu ».

Abordant ensuite la question de la politique de sécurité de la Suisse, les différents intervenants n'ont pas manqué de défendre leurs points de vue, avec, d'un côté, Manfred Bühler, conseiller national UDC bernois, défendant la neutralité armée de la Suisse. « Nous sommes un petit pays et la politique de sécurité doit, à mon sens, commencer à nos frontières. Je suis toujours très sceptique et considère d'un œil critique les missions

militaires suisses au Kosovo, et vois d'un mauvais œil un trop grand rapprochement avec l'OTAN, qui risque de nous engager dans des processus contraires à notre Constitution ».

Un point sur lequel le conseiller national vert, genevois, Nicolas Walder l'a rejoint, tout en insistant sur le fait que la politique de sécurité du pays va bien au-delà de nos frontières. « Nous nous devons de défendre le droit international et de promouvoir la paix, en condamnant certaines exactions. On se penche aujourd'hui à nouveau sur le conflit israélo-palestinien, mais la situation en Chine est tout aussi préoccupante ».

La disparition du droit international

Tout aussi concernée par ces questions, Micheline-Calmy-Rey a cependant souhaité prendre un peu de hauteur dans ce débat en insistant sur la souffrance de la population civile. « J'ai une amie juive qui vit en permanence avec une valise mentale au pied de son lit », a-t-elle confié à l'assistance composée d'une trentaine de personnes dans l'aula du Gymnase de Bienne et du Jura bernois. « Jusqu'ici, l'Etat d'Israël était considéré comme un refuge par le peuple juif, et cela en dépit parfois du Gouvernement de Benyamin Netanyahou, mais aujourd'hui, ce peuple est à nouveau en souffrance. Et c'est la même chose en Ukraine. Depuis le début de cette invasion par la Russie, je ne cesse d'affirmer que le droit international est en train de disparaître. On souhaitait que les mêmes règles soient appliquées pour tous, or l'on remarque que les Etats mènent une politique d'intérêt, et non une politique de cohérence ».

Et, au niveau cohérence justement, la Suisse semble pouvoir mieux faire en matière d'exportation des armes selon Nicolas Walder notamment. Un point de vue réfuté par Manfred Bühler avec force arguments, et qui a couronné cette table-ronde-débat d'éclairages divergents, mettant en lumière l'important travail qu'il reste à faire en matière de politique de sécurité du pays et en faveur de la paix dans le monde.